

Mauritius Times, 19 mai 2006

Interview : Eric Ng Ping Cheun, économiste

Réforme de l'économie

“Les conditions politiques sont propices. Il faut agir dès maintenant”

*** “Plus le GM renvoie les décisions qui s'imposent, plus il augmente les risques d'une explosion sociale”**

*** “L'économie devra retrouver une croissance soutenue de 5% à monter dès 2007, sinon 2008”**

M. Eric Ng Ping Cheun, économiste, est on ne peut plus optimiste dans son analyse des chiffres par rapport à la situation économique. Il le dit en peu de mots selon son analyse de la situation: *“C'est le contexte économique qui est difficile, alors que l'économie mauricienne ne va pas si mal que ça”*. Etayant ses dires s'agissant des bilans financiers des entreprises et les taux de croissance des secteurs d'activité, il constate que l'*“économie de Maurice fonctionne de façon satisfaisante”*.

“Après que l'économie mauricienne a connu une croissance de 3,9% en moyenne ces cinq dernières années (2001-2005)”, il dit sa confiance que la performance de cette économie “ne sera pas en dessous de cette moyenne sur les cinq années à venir (2006-2010)”. Déjà, affirme-t-il, *“elle a commencé à se relever cette année”*, en s'appuyant sur des perspectives de croissance soutenue de 5% à monter (qu'elle devra retrouver) dès l'année prochaine, sinon l'année 2008.

Eric Ng aborde également l'augmentation salariale (le tripartisme), les secteurs sucre, zone franche et textile, la fonction publique, la Santé, l'Education, la réforme des lois du travail préconisée par le Premier ministre...

Mauritius Times : Rama Sithanen déclare que la situation économique est difficile, mais que c'est jouable. Etes-vous du même avis?

Eric Ng Ping Cheun: C'est le contexte économique qui est difficile, alors que l'économie mauricienne ne va pas si mal que ça. Quand je parle de l'économie,

je ne me réfère pas aux finances publiques. Il faut bien faire la distinction entre l'état des finances publiques et les activités productives.

Le déficit budgétaire (5% du produit intérieur brut) et la dette du secteur public (70% du PIB) sont certainement à des niveaux inquiétants, ils orientent certes les politiques fiscale et monétaire, et ils ont donc un impact sur la production. Mais si l'on regarde les bilans financiers des entreprises, ainsi que les taux de croissance des secteurs d'activité, je dirais que notre économie fonctionne de façon satisfaisante.

Voyons d'abord le contexte économique. Il ne nous est pas favorable. D'une part, le prix garanti du sucre que nous exportons sur le marché européen va baisser par 36%, d'où un manque à gagner de 650 millions d'euros. Et, d'autre part, le prix du pétrole a beaucoup grimpé et a dépassé les 70 dollars le baril, et on ne doit pas s'attendre qu'il redescende à moins de 50 dollars de sitôt.

Mais, personnellement, je n'aime pas le mot "choc". Pour ce qui est du sucre, la baisse des prix était prévisible, et nous savions depuis longtemps qu'elle était inévitable. Il faut dire que la baisse sera graduelle, s'étalant sur quatre années, et ce, avec des mesures d'accompagnement. Sans compter maintenant que l'euro s'apprécie vivement par rapport à la roupie. Tout cela pour dire que, si "choc" il y a, il sera amorti.

En ce qui concerne le prix du pétrole, personne dans le monde ne parle d'un quelconque "choc pétrolier". Pour avoir le même effet que les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, il faut que le prix du pétrole atteigne les 100 dollars le baril. L'économie mondiale ne souffre pas de la hausse du prix du pétrole. Au contraire, selon le Fonds monétaire international, la croissance économique mondiale s'aligne sur les chiffres des trente glorieuses de l'après-guerre : 4,8% en 2005, 4,9% en 2006 et 4,7% en 2007. A nous d'en tirer profit.

Dans le prix actuel du pétrole, qui est autour de 70 dollars le baril, il y a un élément de spéculation. Si on enlève cet élément, le prix peut retomber à moins de 55 dollars. Certes, à 70 dollars, le prix du pétrole est élevé. Certes encore, le risque existe que le prix passe à 100 dollars si jamais les Etats-Unis entrent en guerre contre l'Iran. Mais on n'en est pas encore là.

D'autre part, il va sans dire que la zone franche est passée par un choc avec une contraction de 30% sur cinq ans et une perte nette de 24 443 emplois depuis 1999. Mais le choc est derrière nous. D'ailleurs, le ministre des Finances vient de dire à l'Assemblée nationale que *"the EPZ sector has bottomed out"*.

En effet, on note une amélioration au dernier trimestre de 2005. De septembre à décembre, le nombre d'entreprises est passé de 497 à 506, tandis que le nombre d'emplois a augmenté par 1 043. Il faut toutefois préciser que cette hausse d'emplois est à mettre sur le compte des travailleurs étrangers.

Il faut, donc, encourager les Mauriciens à aller travailler dans la zone franche, car il y a des opportunités d'emploi. La Compagnie Mauricienne de Textile compte créer 4 000 emplois dans les trois ans à venir, elle investira Rs 3 milliards et elle dépensera Rs 150 millions dans la formation. C'est dire la confiance qu'elle a dans l'avenir du secteur textile.

Entre le troisième et le quatrième trimestres de 2005, les exportations de la zone franche se sont accrues de 7,6% alors que ses importations ont baissé de 9,9%. Ce qui fait que les exportations nettes ont sensiblement augmenté.

Selon les chiffres du Bureau central des statistiques, on s'attend à ce que la zone franche enregistre une nouvelle année de croissance négative en 2006. Mais j'estime qu'elle devrait retrouver une croissance positive l'année prochaine. Car on est arrivé à la fin du processus de restructuration et de consolidation du secteur. La plupart des investisseurs hongkongais sont partis, il reste un noyau d'entreprises qui sont efficaces et qui sont profitables. Ces entreprises, toutes locales, sont la CMT, CIEL Textile, Star Knitwear, le groupe Shibani et Denim de l'île, entre autres. Un spécialiste de l'industrie, Maurice Vigier de la Tour, dit entrevoir un *"textile revival"*.

Maintenant, regardons la macroéconomie. A 4,7% de croissance réelle cette année, l'économie mauricienne connaît une performance satisfaisante. Sans doute cette croissance sera-t-elle révisée à la baisse en raison de l'impact du chikungunya sur le tourisme. Mais, valeur du jour, je note que huit secteurs productifs jouiront d'un taux de croissance égal ou supérieur au taux global : le sucre (5,8%), la construction (5%), le commerce de gros et de détail (4,7%), l'hôtellerie et la restauration (7,8%), le transport et la communication (7,5%), l'assurance (5%), la banque (7,8%) et l'immobilier (6,5%).

L'autre jour, un homme d'affaires me disait: *«Il n'y a pas de récession dans aucun secteur.»* Lorsqu'on regarde les taux de croissance de tous les secteurs d'activité, à part la zone franche, on peut croire qu'il a raison.

En ce qui concerne notre commerce extérieur, la hausse vertigineuse de notre déficit commercial, résultant en un accroissement du déficit du compte courant, peut paraître inquiétante. Mais si le déficit commercial se creuse en raison des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement, qui sont utilisés dans la production, la capacité productive des industries augmente, et cela peut stimuler l'économie. Or il se trouve que la part des biens intermédiaires et des biens d'équipement dans le total des importations est passée de 72% en 2002 à 76% en 2005.

Par ailleurs, le déficit du compte courant était de Rs 10 milliards, soit 5,4% du PIB, en 2005. Mais il est soutenable tant que la dette extérieure du pays reste confortable. Même si le stock de notre dette extérieure a augmenté en volume (de Rs 14 milliards au 30 juin 1991 à Rs 26 milliards au 30 juin 2005), il faut

savoir que, par rapport au PIB, il est tombé de 34% à 14%. La dette extérieure du gouvernement était de Rs 9 milliards au 30 juin 2005, contre Rs 11 milliards au 30 juin 1998.

Pour conclure, je dirais que, oui, la partie est jouable.

*** Si c'est jouable, est-ce les petits qui seront, comme d'habitude, le plus durement touchés par la réforme même si le ministre des Finances souhaite que le coût d'ajustement nécessaire soit équitablement partagé?**

-- Honnêtement, je ne crois pas que le gouvernement travailliste, après tout ce qu'il a promis durant la campagne des élections générales, va pénaliser les petites gens. Bien sûr, tout le monde aura quelques sacrifices à faire. Cependant, l'équité va sans doute prévaloir. Ce que je comprends par ce concept en tant qu'économiste, c'est que ceux qui ont des moyens seront appelés à faire plus d'efforts. Partage équitable ne veut pas dire partage égal.

*** A voir l'augmentation du prix du pétrole sur le marché mondial, les déficits des corps parapublics tels que le CEB, la STC, etc., qui ne cessent d'augmenter, faut-il craindre que le pire est devant nous ?**

-- Il faut définitivement assainir la situation financière de nos corps parapublics. Je trouve scandaleux que les déficits combinés des compagnies paraétatiques se sont accumulés à Rs 4,5 milliards. C'est la moitié du déficit budgétaire du gouvernement central! Voilà ce qui arrive lorsque le gouvernement ne laisse pas jouer la vérité des prix. S'il subventionne ces compagnies, ce sont les contribuables qui paieront. Je préfère qu'elles trouvent leur propre financement, notamment en créant des marchés d'obligations. Elles doivent aussi revoir leur structure d'opération en vue de réduire drastiquement les coûts d'opération.

*** Les conditions politiques actuelles sont propices à une réforme en profondeur de l'économie. Par où commencer ? Quels secteurs méritent une attention urgente ?**

-- Le gouvernement a une majorité confortable à l'Assemblée nationale pour voter toutes les lois nécessaires à une réforme en profondeur de l'économie. L'Alliance sociale contrôle aussi toutes les municipalités et tous les District Councils. Il n'y a aucune élection en vue, et les élections générales ne seront que dans quatre ans. Effectivement, les conditions politiques sont propices. Il faut agir dès maintenant en commençant par des réformes impopulaires.

Il faut évidemment commencer par le secteur public. D'abord, les gaspillages. Le ministère des Finances a bien fait de mettre sur pied des comités d'audit pour surveiller les dépenses des ministères. Beaucoup de gaspillages peuvent être évités si l'on suit les recommandations du bureau d'audit.

Ensuite, la bureaucratie. On a certes mis sur pied un 'Fast Track Committee' pour accélérer l'acceptation de gros projets, mais quid des projets qui ne passent pas par cette filière ? C'est tout le système qu'il faut revoir. Le ministre des Finances avait proposé une idée révolutionnaire en août dernier, à savoir le "*Silent Agreement*", mais on n'a rien vu venir jusqu'à présent.

Enfin, la corruption. C'est primordial de donner des résultats en matière de lutte contre la corruption. Ce n'est pas un hasard si ce sont les pays les moins corrompus, comme Singapour, qui attirent beaucoup d'investissements directs étrangers. La population mauricienne place beaucoup d'espoirs dans la nouvelle équipe à la tête de la Commission indépendante contre la corruption.

*** Est-ce possible de maîtriser et contenir les dépenses publiques (M. Sithanen évite de parler en terme d'austérité) sans toucher à l'Éducation, la Santé, la Sécurité sociale ?**

-- Ce sera difficile de contenir les dépenses publiques sans toucher à ces trois secteurs, car ils représentent quand même 44% du total des dépenses. Je ne sais pas si le ministère des Finances ira de l'avant avec l'idée qu'aucun recrutement ne se fera dans la fonction publique, sauf dans l'Éducation et la Santé. Mais je trouve que c'est une très bonne idée, car la fonction publique est surnuméraire. La meilleure façon de contrôler les dépenses courantes, c'est d'arrêter de recruter, car les salaires, les pensions et d'autres bénéfiques constituent une grosse part de ces dépenses.

De plus, il existe beaucoup de sous-emplois dans la fonction publique. Il faut simplement un "*re-engineering*" des ressources humaines en plaçant les gens à des postes où ils peuvent exercer leurs compétences.

Dans la Santé, on peut commencer par une mesure simple, qui est de faire payer un forfait modique à chaque individu qui vient solliciter un service dans les hôpitaux publics. Il y a des gens qui y viennent seulement parce qu'ils ont un mal de tête. Je suis sûr que les files d'attente diminueront. Les médecins pourront ainsi ausculter les patients avec plus d'attention.

En matière de sécurité sociale, il faudra définitivement adopter une politique de ciblage. On n'aide les pauvres qu'en aidant les pauvres, et non en aidant tout le monde, y compris les riches. Voilà la différence entre l'équité et l'égalité.

Si nous voulons sauver l'Etat-Providence, il faudra le réformer, et non le laisser dans son état actuel. Le mieux serait d'aider les gens à sortir de l'assistanat. On peut deviser une politique fiscale qui incite à prendre des assurances privées, un système qui responsabilise les gens selon leurs moyens.

*** Le gouvernement mise sur quelque sept à huit piliers économiques pour nous sortir de la crise et protéger le pays des soubresauts de l'économie mondiale. Est-ce réalisable ?**

-- C'est réalisable, moyennant qu'on ait les ressources humaines nécessaires pour développer ces nouveaux secteurs d'activité. Pour cela, il faut ouvrir le pays aux compétences étrangères, comme le fait Singapour. A condition, bien sûr, qu'il y ait un transfert de connaissances dont pourront bénéficier les Mauriciens. L'avenir, c'est la haute technologie. Entre-temps, le gouvernement doit encourager les firmes à donner une formation de qualité permanente.

*** Les négociations sur la compensation salariale ont laissé un goût amer chez les syndicalistes, traités d'irresponsables par le PM. On parle maintenant d'un 'National Wages Council', de négociations basées sur un 'two-tier system'. Que faut-il pour Maurice ?**

-- Si vous vouliez mon avis personnel là-dessus, je dirais que l'Etat n'aurait même pas dû accorder de compensation salariale cette année. Le gouvernement a déjà fait un gros effort vis-à-vis de la population en accordant la gratuité du transport public aux étudiants et aux retraités. Chaque famille doit bien avoir un enfant qui va à l'école, et donc chaque famille a eu droit à une subvention d'au moins Rs 400 par mois. C'est un montant supérieur à la compensation salariale.

Pour moi, l'Etat doit sortir complètement de ce jeu des tripartites, qui est malsain pour l'économie. D'abord, il crée beaucoup d'attentes chez les salariés alors même qu'on sait très bien qu'elles ne seront jamais totalement satisfaites. L'employé ne fait qu'anticiper les prochaines hausses salariales, sans se soucier de faire des efforts de productivité. Et il ne se montrera pas plus productif dans son travail tant qu'il n'est pas satisfait des compensations. C'est un cercle vicieux.

Ensuite, l'Etat n'a pas à décider de la politique salariale des entreprises privées. Une entreprise doit être libre d'accorder une augmentation salariale quand elle est profitable, et de ne donner aucune augmentation quand elle fait des pertes. Je connais beaucoup d'entreprises qui, à chaque année de profitabilité, augmentent les salaires de base de leurs employés au-delà du taux de compensation salariale prescrit par l'Etat. Toute hausse des salaires dépend de la profitabilité de l'entreprise.

L'institution d'un *National Wages Council* va un peu dans ce sens. Je suppose qu'il y aura, comme dans le modèle singapourien, un élément fixe et un élément variable dans la détermination de la compensation salariale. L'élément fixe sera déterminé par le gouvernement au niveau national, et l'élément variable par les entreprises au niveau sectoriel.

Tout ce que je souhaite, c'est que le *"two-tier system"* sur lequel sera fondé le *National Wages Council* ne soit pas un système compliqué. Il faut éviter un engrenage dans lequel ni le gouvernement ni le secteur privé ni les syndicats ne s'entendent.

*** Avec l'institution du 'National Wages Council' et des réformes majeures aux lois du travail afin de donner plus de liberté aux employeurs pour recruter et pour licencier, on prend là la voie de l'ultra-libéralisme économique, soutiennent les syndicalistes. Est-ce inévitable ?**

-- Mais on n'est même pas encore dans le libéralisme ! On n'assiste qu'à un début de libéralisme sur le marché du travail. L'idée du *National Wages Council* doit être de déterminer toute compensation ou augmentation des salaires en fonction de la capacité de payer de l'employeur, mais aussi en fonction de la production. Toute hausse salariale, qui ne correspond pas à un accroissement équivalent de la production ou, pour être plus précis, à des gains de productivité, ne peut que se traduire par une hausse des coûts de production. A moins de rogner sur ses marges, l'entreprise sera forcée d'augmenter les prix de ses produits. L'inflation qui s'ensuit diminue le pouvoir d'achat de la roupie.

Parallèlement, vis-à-vis des principales devises, le roupie ne peut que se déprécier par le différentiel de taux d'inflation entre Maurice et ses principaux partenaires commerciaux. Car le pays doit maintenir sa compétitivité sur ses marchés d'exportation (l'Europe et les Etats-Unis) face à ses concurrents directs, telle la Chine. Moins de pressions sur les salaires, moins de pressions sur la roupie.

Je salue la démarche du ministre des Finances de réformer nos lois du travail, chose que ses prédécesseurs n'ont pas eu le courage de faire. Cela ne relève nullement de ce que Gilbert Ahnee appelle *"l'orthodoxie économique qui tient pour article de foi que des licenciements facilités favorisent l'emploi"*. Nos lois du travail, dans leur état actuel, profitent aux "insiders", ceux qui ont déjà un emploi, au détriment des "outsiders", ceux qui sont à la recherche d'un emploi. Il faut créer les meilleures conditions pour que les chômeurs trouvent un emploi. Il n'y a pas de pire injustice sociale que le chômage.

Posons-nous la question : pourquoi les entreprises ne recrutent pas à hauteur de leur rentabilité ? C'est parce qu'elles ne sont pas en mesure de remplacer sans coût des "insiders" paresseux et incompetents par des "outsiders" capables d'être plus productifs. C'est ça la méritocratie et l'efficacité ?

Il convient de changer les lois du travail de manière à maintenir en vie l'entreprise, qui est une machine à produire et à détruire des emplois. C'est un processus de destruction-crédation : un emploi est perdu ici, mais un autre est créé ailleurs. Et lorsque les lois du travail sont plus flexibles, on reste moins longtemps au chômage. On le voit aux Etats-Unis et en Angleterre.

Bien sûr, il faut une politique nationale de formation qui favorise l'employabilité des gens. Nous ne vivons pas dans un monde statique : les entreprises naissent et meurent, et chaque personne doit être en mesure de passer d'un emploi à un autre, d'un secteur à un autre. On ne pourra plus "faire carrière".

*** Relever le niveau de la taxe individuelle, comme le préconisent certains en vue d'augmenter les sources de revenus du gouvernement, ne relève-t-il pas d'une politique rétrograde dans la mesure où cela va, d'une part, décourager l'investissement et, d'autre part, alourdir le fardeau des gens issus principalement de la classe moyenne ?**

-- On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. D'un côté, on veut augmenter les subventions, les salaires et les dépenses publiques. De l'autre côté, on ne veut pas augmenter les taxes. Mais comment peut-on financer les dépenses, si ce n'est par les impôts ?

J'aimerais tant que le gouvernement baisse les impôts. L'impôt, c'est une pénalité sur l'effort individuel. La baisse des impôts encourage la productivité, favorise l'investissement et la croissance, et fait rentrer des revenus dans les caisses de l'Etat. C'est un cercle vertueux.

Mais, quand on est pris dans une spirale de la dette, avec une dette du secteur public qui dépasse les Rs 120 milliards, on ne pourra pas échapper à une hausse des impôts. D'ailleurs, le revenu total du gouvernement par rapport au PIB est relativement peu élevé, si on le compare à ceux d'autres pays.

Maintenant, peut-on encore augmenter la part des impôts indirects, qui est actuellement de 80% ? Il y a un élément de justice fiscale à considérer quand on sait que la masse de la population paie plus d'impôts indirects que d'impôts directs. Je doute fort que la majorité des gens de la classe moyenne paient beaucoup d'impôts directs, car nous n'avons que 90 000 contribuables sur les 500 000 salariés que compte le pays.

Et puis, augmenter le taux de la Taxe à la valeur ajoutée va tuer la consommation domestique. Dans un contexte où les exportations peinent à se relever, la croissance économique en sera drôlement affectée.

*** Ne craignez-vous pas qu'avec ces mesures d'austérité, nous allons nous diriger tout droit vers une explosion sociale ?**

-- Le ministre des Finances a dit qu'il n'y aura pas des mesures d'austérité en ce sens qu'il ne va pas diminuer les dépenses publiques. Celles-ci seront sans doute augmentées au taux d'inflation. Ce n'est pas une politique de rigueur et de discipline qui va allumer une explosion sociale. Ce qui le fera, c'est le chômage.

Or, si le gouvernement ne prend pas rapidement des mesures de réforme qui favorisent la croissance, les entreprises ne vont pas créer des emplois. Plus il renvoie les décisions qui s'imposent, plus il augmente les risques d'une explosion sociale. Mais je pense que le gouvernement en est conscient.

*** Si vous aviez à comparer Maurice à d'autres économies tant régionales qu'internationales en butte aux mêmes menaces économiques et comment elles ont réagi face à ces difficultés, comment réagiriez-vous ?**

-- La petite taille de notre économie est à la fois un avantage et un inconvénient. Nous sommes défavorisés par le fait que notre marché domestique n'a pas une masse critique. Donc, nous sommes obligés de nous tourner vers l'exportation, alors que nous sommes handicapés par notre éloignement géographique et par notre dépendance sur l'importation de matières premières.

Mais, étant un petit pays, nous n'avons pas besoin d'avoir des ambitions démesurées en termes d'investissements étrangers et de parts de marché à l'échelle internationale. Une petite part du gâteau nous suffit pour trouver des emplois à une population active de 550 000 personnes. Par ailleurs, les autorités peuvent prendre des décisions avec rapidité et flexibilité, et il y a une entente entre nos institutions publiques et privées.

*** Il faut plus qu'un ministre de Finances pour mettre en place et appliquer un programme de réforme de l'envergure que mérite l'économie dans son état actuel. Disposera-t-il du soutien de l'équipe gouvernementale et celui du PM 'all the way through', selon vous ?**

-- Je crois que l'équipe gouvernementale est condamnée à travailler ensemble et à être sur la même longueur d'onde par rapport aux politiques économiques. Si le ministre des Finances est si présent dans les médias ces temps-ci, c'est qu'il doit bien disposer de la confiance du Premier ministre et de ses collègues. Après l'avoir annoncé dans une récente interview au *Financial Times*, le Premier ministre a confirmé qu'il va réformer les lois du travail. C'est un bon signal envoyé au secteur privé. Et c'est un bon point pour Rama Sithanen.

*** Si Rama Sithanen a les coudées franches, la lumière au bout du tunnel sera pour quand, selon vous ?**

-- Je suis optimiste pour l'économie mauricienne. Après qu'elle a connu une croissance de 3,9% en moyenne ces cinq dernières années (2001-2005), je suis confiant que sa performance ne sera pas en dessous de cette moyenne sur les cinq prochaines années (2006-2010). Elle a déjà commencé à se relever cette année, et elle devra retrouver une croissance soutenue de 5% à monter dès 2007, sinon 2008. C'est à partir de là que le chômage devrait amorcer un recul.

Les finances publiques, c'est une autre paire de manches, comme je l'ai souligné au début de l'interview. Je ne vois pas le déficit budgétaire descendre à 3% du PIB, ni la dette du secteur public à 60% du PIB, avant 2010. Le processus d'assainissement des finances publiques sera long et ardu.

Copyright © 2005 Mauritius Times.